

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.461/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 11 mai 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "concernant des brevets pour des gens de mer", a donné le 17 mai 2006 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996 et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat artikel 13, eerste lid, van richtlijn 2002/84/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 november 2002 houdende wijziging van de richtlijnen op het gebied van maritieme veiligheid en voorkoming van verontreiniging door schepen bepaalt dat de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking doen treden om uiterlijk op 23 november 2003 aan de richtlijn te voldoen; dat artikel 2, eerste lid, van richtlijn 2003/103/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 houdende wijziging van richtlijn 2001/25/EG inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden bepaalt dat de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking doen treden om uiterlijk op 14 mei 2005 aan de richtlijn te voldoen; dat artikel 2, eerste lid, van richtlijn 2005/23/EG van de Commissie van 8 maart 2005 tot wijziging van richtlijn 2001/25/EG van het Europees Parlement en de Raad inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden bepaalt dat de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking doen treden om uiterlijk op 29 september 2005 aan de richtlijn te voldoen;

Overwegende dat België door de Commissie van de Europese Gemeenschappen met brief van 25 juli 2005 inzake de omzetting van richtlijn 2003/103/EG en met brief van 5 december 2005 inzake de omzetting van richtlijn 2005/23/EG in gebreke werd gesteld wegens niet tijdige omzetting van de richtlijnen; dat het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen op 2 februari 2006 inzake de omzetting van richtlijn 2002/84/EG een arrest heeft gewezen waarbij wordt vastgesteld dat België, door niet binnen de gestelde termijn de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen vast te stellen die nodig zijn om te voldoen aan de richtlijn, de krachtens deze richtlijn op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen; dat België bijgevolg onverwijld de richtlijnen dient om te zetten in nationaal recht;".

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

.../...

Le projet ainsi examiné appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. L'auteur du texte donne comme fondement légal aux dispositions du projet relatives aux opérateurs des radiocommunications, l'article 39, § 2, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Cet article 39 dispose :

"Art. 39. § 1^{er}. Nul ne peut, dans le Royaume ou à bord d'un navire, d'un bateau, d'un aéronef ou de tout autre support soumis au droit belge, détenir un appareil émetteur et/ou récepteur de radiocommunications, ni établir et faire fonctionner une station ou un réseau de radiocommunications non public sans avoir obtenu l'autorisation écrite de l'Institut. Cette autorisation est personnelle et révocable.

§ 2. Le Roi fixe, après avis de l'Institut, les règles générales d'octroi, de suspension et de révocation des autorisations visées au § 1^{er}. Il peut déterminer les cas où ces autorisations ne sont pas requises.

§ 3. L'Institut fixe les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunications autorisés.

§ 4. Les autorisations visées au § 1^{er} ne sont pas requises pour les stations de radiocommunications établies et utilisées à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant du ministre de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées."

Il revient à l'auteur du projet de vérifier si la formalité préalable que constitue l'avis de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications a bien été accomplie.

Il veillera également à insérer, dans le préambule du projet, un alinéa relatif au visa de cet avis.

.../...

2. Le texte du projet et de ses annexes se réfère à de multiples reprises à des dispositions de la "convention STCW" ⁽¹⁾, ou à des règles du "code STCW" ⁽²⁾.

Il serait préférable, dans un souci de sécurité juridique, d'intégrer dans le projet examiné, autant que faire se peut, ces normes ou recommandations internationales, plutôt que de s'y référer.

À défaut, il reviendrait à l'auteur du projet de vérifier que ces normes ou recommandations ont bien fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou ont été publiées selon des formes prévues par une convention internationale à laquelle la loi a donné assentiment, et ayant elle-même fait l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Si ces exigences n'étaient pas respectées, le caractère obligatoire des dispositions du projet dont la portée ne peut être déterminée sans avoir connaissance de ces normes et recommandations internationales, en serait affecté ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Convention définie à l'article 1^{er}, 17°, du projet, comme étant "la convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille, telle qu'elle s'applique aux questions concernées, compte tenu des dispositions transitoires de l'article VII et de la règle I/15 de la convention STCW et comprenant, selon le cas, les dispositions applicables du code STCW, l'ensemble de ces dispositions étant appliqué dans leur version actualisée".

⁽²⁾ Code défini à l'article 1^{er}, 18°, du projet, comme étant "le code de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille, adopté par la Résolution 2 de la conférence de 1995 des parties à la convention STCW, dans sa version actualisée".

⁽³⁾ En ce sens, voir notamment l'avis 39.008/4, donné le 19 septembre 2005 sur un projet devenu l'arrêté royal du 21 novembre 2005 relatif à un système de visites obligatoires pour l'exploitation en toute sécurité de services réguliers de transbordeurs rouliers et d'engins à passagers à grande vitesse, lequel renvoie aux observations générales formulées dans les avis suivants :

- avis 36.861/4, donné le 19 mai 2004 sur un projet devenu l'arrêté royal du 21 juin 2004 réglementant les licences civiles de pilote d'hélicoptères, lequel renvoie à l'avis 29.332/4, donné le 26 mai 1999, sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 janvier 2000 réglementant les licences civiles de pilote d'avion,
- avis 38.160/4, donné le 15 juin 2005, sur un projet d'arrêté royal réglementant le transport aérien des marchandises dangereuses, qui renvoie à l'avis 33.493/4, donné le 11 décembre 2002, sur un projet d'arrêté royal relatif aux stations de radiocommunication fonctionnant sur des fréquences du service mobile maritime, ainsi qu'à l'avis 35.855/4, donné le 24 septembre 2003, sur un projet devenu l'arrêté royal du 27 janvier 2004 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne.

Observations particulières

Préambule

L'article 9 de la loi du 6 avril 1995 relative à la prévention de la pollution de la mer par les navires, ne constitue pas le fondement légal d'une des dispositions du projet. Il doit, par suite, être omis.

Dispositif

Article 10

1. L'article 10, § 4, du projet, dispose :

"§ 4. Les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet encouragent, en consultation avec les intéressés, la mise au point d'un ensemble de cours de remise à niveau et d'actualisation des connaissances, tels que prévus dans la section A-I/11 du code STCW."

Cette disposition est rédigée dans des termes très proches de ceux de l'article 11, paragraphe 4, de la directive 2001/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 avril 2001 concernant le niveau minimal de formation des gens de mer.

Afin d'assurer une transposition adéquate de cette dernière disposition, il conviendrait de donner un contenu concret à l'encouragement dont il est question au paragraphe 4 de l'article examiné.

2. La même observation vaut pour l'article 10, § 5, du projet, qui, recopiant l'article 11, paragraphe 5 de la directive 2001/25/CE précitée, prévoit quant à lui :

"§ 5. Aux fins de mettre à jour les connaissances des capitaines, des officiers et des opérateurs des radiocommunications, les agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet font en sorte que le texte des modifications récemment apportées aux règles nationales et internationales relatives à la sauvegarde de la vie humaine en mer et à la protection du milieu marin soit mis à la disposition des navires de mer autorisés à battre pavillon belge."

Article 11

L'article 11, § 2, du projet, dispose :

"§ 2. Les simulateurs installés ou mis en service avant le 1^{er} février 2002, sont dispensés de satisfaire pleinement aux normes de fonctionnement visées au § 1^{er}, à la discrétion des agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet."

Cette disposition vise à transposer l'article 12, paragraphe 2, de la directive 2001/25/CE précitée. Ce dernier permet aux États membres de prévoir "à leur discrétion" des dérogations au respect des normes de fonctionnement des simulateurs prévues par les dispositions de la partie A du code STCW, au bénéfice des simulateurs installés ou mis en service avant le 1^{er} février 2002.

Il revient à l'auteur du texte de mettre lui-même en oeuvre la marge d'appréciation que lui laisse la directive 2001/25/CE en matière de normes techniques auxquelles doivent satisfaire les simulateurs installés ou mis en service avant le 1^{er} février 2002. Il ne peut se contenter d'octroyer, sur ce point, un pouvoir expressément qualifié de discrétionnaire aux agents chargés du contrôle de la navigation.

Article 12

Au paragraphe 1^{er}, il est fait référence aux "dispositions pertinentes des règlements des radiocommunications". Dans un souci de sécurité juridique, il serait sans doute préférable d'énumérer les dispositions ainsi visées.

.../...

Article 13

Le paragraphe 3, alinéa 4, ouvre un recours auprès du Ministre contre le refus de désignation d'une instance mais ne précise aucunement la procédure applicable une fois le recours intenté. Cette lacune devra être comblée.

Article 15

L'article 15, § 1^{er}, c) et d), du projet dispose :

- "c) la Direction peut décider, en ce qui concerne les navires de mer autorisés à battre pavillon belge, de viser les brevets délivrés par les pays tiers reconnus par la Commission en tenant compte des dispositions contenues sous d) du présent paragraphe et des dispositions de l'annexe II, point 3;
- d) sous réserve des dispositions du point c), les brevets pour des fonctions de direction des gens de mer qui ne possèdent pas la connaissance exigée appropriée de la législation maritime belge, ne sont pas approuvés."

Cette disposition vise à assurer la transposition de l'article 18, paragraphe 3, de la directive 2001/25/CE précitée. Il est contradictoire d'y prévoir, au point c), que celui-ci s'applique "en tenant compte des dispositions contenues sous d)", tout en mentionnant, dans le texte de ce point d), que ce dernier s'applique "sous réserve des dispositions du point c)".

À l'article 15, § 1^{er}, d), du projet, les mots "sous réserve des dispositions du point c)" doivent, par conséquent, être omis.

Article 24

À l'article 1^{er}, (l), en projet, de l'arrêté royal du 13 septembre 1998 portant le contrôle par l'État du port et modification de l'arrêté royal du 20 juillet 1973 portant règlement sur l'inspection maritime, il convient de remplacer les termes "conformément aux dispositions du présent arrêté" par une référence à l'"arrêté du concernant des brevets pour des gens de mer".

Article 25

À l'article 4, § 3, en projet, de l'arrêté royal du 13 septembre 1998 précité (article 25, 2°, du projet), il convient, dans la version française, de remplacer les termes "l'un des faits mentionnés à l'annexe I^{ère} du chapitre IIIbis" par les termes "l'un des faits mentionnés au chapitre IIIbis de l'annexe I".

Annexes III et IV

1. Il n'y a pas lieu de prévoir, au début des annexes III et IV du projet, une phrase liminaire indiquant qu'elles remplacent et complètent respectivement les annexes XX et XXIV de l'arrêté royal du 20 juillet 1973 précité.

Ces mentions font, en effet, double emploi avec les articles 22 et 23 du projet.

2. À l'article 6 - Validité du certificat d'aptitude médicale, de l'annexe XX, en projet, de l'arrêté royal du 20 juillet 1973 précité (annexe III du projet), il y a lieu de remplacer les mots "médecin visé à l'article 2, deuxième alinéa" par les mots "médecin visé à l'article 1^{er}, alinéa 2".

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.461/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 11 mei 2006 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "inzake vaarbevoegdheidsbewijzen voor zeevarenden", heeft op 17 mei 2006 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat artikel 13, eerste lid, van richtlijn 2002/84/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 november 2002 houdende wijziging van de richtlijnen op het gebied van maritieme veiligheid en voorkoming van verontreiniging door schepen bepaalt dat de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking doen treden om uiterlijk op 23 november 2003 aan de richtlijn te voldoen; dat artikel 2, eerste lid, van richtlijn 2003/103/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 houdende wijziging van richtlijn 2001/25/EG inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden bepaalt dat de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking doen treden om uiterlijk op 14 mei 2005 aan de richtlijn te voldoen; dat artikel 2, eerste lid, van richtlijn 2005/23/EG van de Commissie van 8 maart 2005 tot wijziging van richtlijn 2001/25/EG van het Europees Parlement en de Raad inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden bepaalt dat de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking doen treden om uiterlijk op 29 september 2005 aan de richtlijn te voldoen;

Overwegende dat België door de Commissie van de Europese Gemeenschappen met brief van 25 juli 2005 inzake de omzetting van richtlijn 2003/103/EG en met brief van 5 december 2005 inzake de omzetting van richtlijn 2005/23/EG in gebreke werd gesteld wegens niet tijdige omzetting van de richtlijnen; dat het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen op 2 februari 2006 inzake de omzetting van richtlijn 2002/84/EG een arrest heeft gewezen waarbij wordt vastgesteld dat België, door niet binnen de gestelde termijn de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen vast te stellen die nodig zijn om te voldoen aan de richtlijn, de krachtens deze richtlijn op hem rustende verplichtingen niet is nagekomen; dat België bijgevolg onverwijld de richtlijnen dient om te zetten in nationaal recht;"

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

.../...

Het aldus onderzochte ontwerp geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. De steller van de tekst vermeldt als rechtsgrond van de bepalingen van het ontwerp die de radio-operatoren betreffen artikel 39, § 2, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Dat artikel 39 bepaalt :

"Art. 39. § 1. Niemand mag in het Rijk noch aan boord van een zeeschip, een binnenschip, een luchtvaartuig of enige andere drager onderworpen aan het Belgisch recht, een zend- en/of ontvangtoestel voor radiocommunicatie houden, of een station of een niet-openbaar netwerk voor radiocommunicatie aanleggen en doen werken zonder schriftelijke vergunning van het Instituut. Die vergunning is persoonlijk en kan worden ingetrokken.

§ 2. De Koning bepaalt, na advies van het Instituut, de algemene regels inzake toekenning, schorsing en intrekking van de in § 1 bedoelde vergunningen. Hij kan bepalen in welke gevallen die vergunningen niet vereist zijn.

§ 3. Het Instituut bepaalt de verplichtingen van de houders van een vergunning en de voorwaarden waaraan de toegelaten stations en netten voor radiocommunicatie moeten voldoen.

§ 4. De in § 1 bedoelde vergunningen zijn niet vereist voor de stations voor radiocommunicatie die voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid aangelegd en gebruikt worden door de diensten die onder de Minister van Landsverdediging ressorteren, door de Noord Atlantische Verdragsorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten."

Het staat aan de steller van het ontwerp om na te gaan of het voorafgaande vormvereiste van een advies van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie wel degelijk is vervuld.

Hij dient eveneens in de aanhef van het ontwerp een lid in te voegen waarin wordt verwezen naar dat advies.

.../...

2. In de tekst van het ontwerp en in de bijlagen erbij wordt meermaals verwezen naar bepalingen van het "STCW-verdrag" ⁽¹⁾ of naar regels van de "STCW-code" ⁽²⁾.

Het zou met het oog op de rechtszekerheid verkieslijk zijn in het onderzochte ontwerp voorzover mogelijk die internationale voorschriften of aanbevelingen op te nemen, veeleer dan ernaar te verwijzen.

Indien dat niet gebeurt, moet de steller van het ontwerp zich ervan vergewissen dat die voorschriften of aanbevelingen wel degelijk zijn bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad of openbaar zijn gemaakt op de wijze voorgeschreven bij een internationaal verdrag waarmee bij wet is ingestemd en dat op zijn beurt is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Indien die vereisten niet worden nagekomen, zou zulks een weerslag hebben op het dwingende karakter van de bepalingen van het ontwerp, waarvan de draagwijdte niet kan worden bepaald zonder dat men kennis heeft van die internationale voorschriften en aanbevelingen ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Dat verdrag wordt in artikel 1, 17°, van het ontwerp als volgt gedefinieerd : "het internationaal verdrag betreffende de normen voor zeevarenden inzake opleiding, diplomering en wachtdienst, zoals dit geldt voor de van toepassing zijnde onderwerpen, rekening houdend met de overgangsbepalingen van artikel VII en Voorschrift I/15 van het STCW-verdrag en met inbegrip, voor zover van toepassing, van de desbetreffende bepalingen van de STCW-code, die alle worden toegepast, in de meest recente versie".

⁽²⁾ Deze code wordt in artikel 1, 18°, van het ontwerp als volgt gedefinieerd : "de code voor zeevarenden inzake opleiding, diplomering en wachtdienst, aangenomen in Resolutie 2 van de STCW-conferentie van 1995 van de partijen bij het STCW-verdrag, in de meest recente versie".

⁽³⁾ Zie in die zin inzonderheid advies 39.008/4, op 19 september 2005 verstrekt omtrent een ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 21 november 2005 betreffende een stelsel van verplichte onderzoeken voor de veilige exploitatie van geregelde diensten met ro-ro-veerboten en hogesnelheidspassagiersvaartuigen, waarin wordt verwezen naar de algemene opmerkingen die zijn gemaakt in de volgende adviezen :
- advies 36.861/4, gegeven op 19 mei 2004 over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 21 juni 2004 tot regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van helikopters, waarin wordt verwezen naar advies 29.332/4, gegeven op 26 mei 1999 over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 10 januari 2000 tot regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van vliegtuigen,
- advies 38.160/4, gegeven op 15 juni 2005, over een ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van het luchtvervoer van gevaarlijke goederen, dat verwijst naar advies 33.493/4, gegeven op 11 december 2002, over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de stations voor radioverbinding die werken op frequenties van de mobiele maritieme dienst, alsmede naar advies 35.855/4, gegeven op 24 september 2003, over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 27 januari 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Artikel 9 van de wet van 6 april 1995 betreffende de voorkoming van de verontreiniging van de zee door schepen vormt niet de rechtsgrond van één van de bepalingen van het ontwerp. De verwijzing naar dat artikel 9 moet dan ook vervallen.

Dispositief

Artikel 10

1. Artikel 10, § 4, van het ontwerp bepaalt :

"§ 4. De met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn, bevorderen, in overleg met de betrokkenen, de opmaak van een structuur van herhalings- en bijscholingscursussen, zoals bepaald in sectie A-I/11 van de STCW-code."

Die bepaling is geredigeerd in bewoordingen die in grote mate gelijken op die van artikel 11, lid 4, van richtlijn 2001/25/EG van het Europees Parlement en de Raad van 4 april 2001 inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden.

Met het oog op een deugdelijke omzetting van deze laatste bepaling moet concreet gestalte worden gegeven aan het opzet tot bevorderen waarvan sprake is in paragraaf 4 van het onderzochte artikel.

2. Dezelfde opmerking geldt voor het als volgt luidende artikel 10, § 5, van het ontwerp, dat zijnerzijds de bewoordingen overneemt van artikel 11, lid 5, van de voornoemde richtlijn 2001/25/EG :

"§ 5. Teneinde de kennis van kapiteins, officieren en radio-operatoren «up to date» te houden, zorgen de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn ervoor dat de teksten van de laatste wijzigingen in de nationale en internationale voorschriften inzake de beveiliging van mensenlevens op zee en de bescherming van het mariene milieu, ter beschikking worden gesteld aan de zeeschepen die gerechtigd zijn de Belgische vlag te voeren."

.../...

Artikel 11

Artikel 11, § 2, van het ontwerp bepaalt :

"§ 2. Simulatoren die vóór 1 februari 2002 zijn geïnstalleerd of in gebruik zijn genomen, kunnen, ter beoordeling van met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn, worden vrijgesteld van de naleving van de functienormen waarnaar in § 1 wordt verwezen."

Deze bepaling beoogt de omzetting van artikel 12, lid 2, van de voornoemde richtlijn 2001/25/EG. Dit artikel 12 maakt het de lidstaten mogelijk "te hunner beoordeling" te voorzien in afwijkingen van de naleving van de in het bepaalde in deel A van de STCW-code omschreven functienormen voor de simulatoren die vóór 1 februari 2002 zijn geïnstalleerd of in gebruik zijn genomen.

De steller van de tekst moet zelf de beoordelingsmarge vastleggen die richtlijn 2001/25/EG hem geeft op het stuk van de technische normen waaraan de simulatoren moeten voldoen die vóór 1 februari 2002 zijn geïnstalleerd of in gebruik zijn genomen. Hij kan er zich niet mee vergenoegen op dat gebied aan de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren een bevoegdheid te verlenen die uitdrukkelijk als discretionair wordt bestempeld.

Artikel 12

In paragraaf 1 wordt verwezen naar de "desbetreffende bepalingen van het radioreglement". Met het oog op de rechtszekerheid zou het wellicht verkieslijk zijn de aldus bedoelde bepalingen op te sommen.

Artikel 13

Paragraaf 3, vierde lid, voorziet in de mogelijkheid tot beroep, bij de minister, tegen de weigering om een instantie aan te wijzen, maar bepaalt geenszins de procedure die toepasselijk is zodra het beroep is ingesteld. In die leemte moet worden voorzien.

.../...

Artikel 15

Artikel 15, § 1, c en d, van het ontwerp bepaalt :

- "c) het Directoraat kan met betrekking tot zeeschepen die gerechtigd zijn de Belgische vlag te voeren, besluiten door middel van een officiële verklaring vaarbevoegdheidsbewijzen te bevestigen die zijn afgegeven door derde landen die door de Commissie zijn erkend, rekening houdend met het bepaalde sub d) in deze paragraaf en met de bepalingen in punt 3 van bijlage II;
- d) onverminderd het bepaalde in c), worden de vaarbevoegdheidsbewijzen voor functies op managementniveau van zeevarenden die niet beschikken over de vereiste kennis van de Belgische zeevaartwetgeving, voorzover van toepassing, niet bevestigd."

Deze bepaling beoogt de omzetting van artikel 18, lid 3, van de voornoemde richtlijn 2001/25/EG. Het is tegenstrijdig om in punt c ervan voor te schrijven dat dit punt toepasselijk is "rekening houdend met het bepaalde sub d)" en om tegelijkertijd in de tekst van punt d te bepalen dat dit punt d toepasselijk is "onverminderd het bepaalde in c)".

In artikel 15, § 1, d, van het ontwerp moeten bijgevolg de woorden "onverminderd het bepaalde in c)" vervallen.

Artikel 24

In het ontworpen artikel 1, (1), van het koninklijk besluit van 13 september 1998 houdende havenstaatcontrole en wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1973 houdende zeevaartinspectiereglement moeten de woorden "in overeenstemming met de bepalingen van dit besluit" vervangen worden door een verwijzing naar "het koninklijk besluit van [...] inzake vaarbevoegdheidsbewijzen voor zeevarenden".

Artikel 25

In de Franse lezing van het ontworpen artikel 4, § 3, van het voornoemde koninklijk besluit van 13 september 1998 (artikel 25, 2°, van het ontwerp) moeten de woorden "l'un des faits mentionnés à l'annexe I^{ère} du chapitre IIIbis" vervangen worden door de woorden "l'un des faits mentionnés au chapitre IIIbis de l'annexe I".

Bijlagen III en IV

1. Aan het begin van de bijlagen III en IV van het ontwerp hoeft geen inleidende zin voor te komen waarin wordt aangegeven dat ze respectievelijk de bijlagen XX en XXIV van het voornoemde koninklijk besluit van 20 juli 1973 vervangen en aanvullen.

Die vermeldingen zijn immers een overbodige herhaling van de artikelen 22 en 23 van het ontwerp.

2. In de Franse lezing van artikel 6, "Validité du certificat d'aptitude médicale", van de ontworpen bijlage XX van het voornoemde koninklijk besluit van 20 juli 1973 (bijlage III van het ontwerp) moeten de woorden "médecin visé à l'article 2, deuxième alinéa" vervangen worden door de woorden "médecin visé à l'article 1^{er}, alinéa 2".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN